



**COMPTE-RENDU DU DEBAT DU 27 NOVEMBRE 2016
17h-18h30 aux Prairiales, Epernon**

« Quelle agriculture de proximité voulons-nous ? »

Ce débat a été préparé avec plusieurs acteurs locaux qui y ont participé :

- Emilia Chantre qui travaille au Conseil Régional d'Île-de-France sur les questions agricoles,
- François et Romain Lhopiteau de la ferme du Colombier à Néron* (céréales bio),
- Bruno Rocquain de la ferme du Loreau à Hanches (céréales et production de farine),
- Jacques Porcher, agriculteur à Emancé (maraîcher),
- Jean-Claude Lejard agriculteur sur la commune du Bailleul dans la Sarthe (verger),
- Anthony Lecomte de l'Association pour le développement d'une Agriculture Durable à Rambouillet et dans le sud-Yvelines (ADRY)**.

Ce septième débat a réuni environ 70 personnes (taux record de participation pour nos débats du Café citoyen du Val Drouette) parmi lesquelles quelques fidèles et une très grande majorité de nouveaux participants.

En introduction, Nadia a présenté le cadre du débat et souligné la nature des enjeux auxquels l'agriculture doit faire face :

- alimentaire (provenance et qualité des produits)
- environnemental (biodiversité, qualité de l'environnement)
- patrimonial (aménagement du territoire, préservation des espèces)

Les échanges ont été animés et nourris de nombreux témoignages d'agriculteurs et d'acteurs locaux. Les débats ont tourné autour principalement de quatre thèmes :

- l'état des lieux et les constats sur l'agriculture actuelle,
- les difficultés rencontrées par les exploitations agricoles et les freins à l'installation,
- la qualité des produits agricoles (Bio, labels, circuits de distribution),
- les démarches citoyennes favorisant ou soutenant l'agriculture locale.

État des lieux et constats sur l'agriculture actuelle

- Notre région possède surtout de grandes exploitations de céréales, le maraîchage ou l'horticulture sont assez peu développés et insuffisants pour nourrir le bassin.
- Il est difficile de trouver des zones agricoles dans les alentours de la région parisienne en raison, entre autres, des fortes contraintes foncières.
- La reprise des exploitations agricoles pose problème et ne se fait pas facilement.
- L'agriculture intensive est déficitaire. Elle génère moins d'emplois par rapport à l'agriculture Bio, selon les chiffres cités par un intervenant : 10 actifs agricoles pour 600 hectares (filiale intensive/classique) versus 5 actifs agricoles pour 2 hectares (filiale Bio).
- le métier d'agriculteur est peu attractif et rencontre des difficultés pour recruter de la main d'œuvre. Cependant, on perçoit au cours des échanges l'attachement profond et l'engagement des paysans dans leur activité.

- La majorité de la production céréalière d'Eure-et-Loir est distribuée dans les marchés internationaux.
- Le système agricole actuel nécessite de faire du « business » pour pouvoir rembourser les frais de l'entreprise/exploitation.
- Il faut aussi prendre en compte les effets du changement climatique qui ont des répercussions sur la filière agricole et la fragilise.
- Il existe quand même des producteurs locaux dans le Val Drouette qui participent aux circuits courts en vendant leurs produits à la ferme et qui transforment leurs produits (farines, jus ...).
- L'agriculture doit s'engager dans une démarche plus proche et respectueuse de la nature.

Difficultés rencontrées par les exploitations agricoles et freins à l'installation

- Il est très difficile de s'installer si on ne possède pas de terres (succession) et on ne trouve pas de terres cultivables. Les raisons foncières (individuelles et collectives) sont aussi en cause. En Île-de-France, certaines subventions à l'installation ont diminué de moitié et sont très difficiles à obtenir en région Centre ; il faudrait pourtant aider les paysans.
- Il n'y a pas vraiment de volonté des politiques de développer l'agriculture locale et de qualité. Il est nécessaire de retrouver cette volonté et de sensibiliser et mobiliser les citoyens et les élus sur cette question. Actuellement, ce n'est pas un sujet au centre des débats politiques.

Qualité des produits agricoles (Bio, labels, circuits de distribution)

- Concernant les circuits de distribution, on pourrait promouvoir : la consommation de produits locaux et de saison (boycott des fruits et légumes venant de loin), et l'achat de viande directement à la ferme.
- Les produits Bio (6 % du marché) même si leur culture utilise pas (ou peu) de produits phytosanitaires et est plus respectueuse de l'environnement (et de la santé), ils entrent pour certains dans des circuits de production et de distribution à grande échelle. La norme « Bio » n'est pas identique dans tous les pays.
- L'obtention du label Bio est très contraignante pour les agriculteurs (au niveau des normes mais également du coût de la certification annuelle) d'autant plus qu'on ne cultive pas de la même manière suivant les régions. Ces contraintes peuvent se répercuter sur le prix du produit. Par ailleurs, la production Bio en France est insuffisante pour répondre à la demande.
- Entre l'agriculture conventionnelle et le Bio, il peut exister des intermédiaires comme l'agriculture raisonnée (moindre emploi de produits phytosanitaires et de façon contrôlée). L'intérêt de la permaculture pour retrouver un lien avec la nature a aussi été évoqué (une expérience de ce type sur une ancienne déchetterie verte près de Chartres est relatée).

Démarches citoyennes favorisant ou soutenant l'agriculture locale

• Par les consommateurs :

- L'attitude du consommateur est importante : valoriser la cueillette et le ramassage (châtaignes, champignons...) et boudier les pommes calibrées, cultiver son jardin, mais cela ne suffit pas. Souvent par manque de temps, on a pris l'habitude de consommer des produits transformés, encourageons l'envie de cuisiner et de participer à une AMAP.
- Des plateformes de distribution de produits locaux destinés aux collectivités comme les cantines se mettent en place et doivent être multipliées.
- L'ADRY lutte localement pour sauver des hectares du bitume, aux alentours de Rambouillet, pour en faire un pôle de maraîchage.

• Par les producteurs :

- Les agriculteurs proposent de diversifier leur activité : par exemple partager la vente de la production pour partie dans des circuits courts et pour le reste dans la grande distribution, ou travailler sur la transformation de la production (à partir des céréales produire la farine et le pain, ou encore faire du jus de pommes à partir des fruits...). Il faut tendre à une agriculture à plus petite échelle, favoriser les coopératives.
- Faire du Bio c'est aussi intervenir sur l'environnement en diminuant les résidus phytosanitaires certes mais également en aménageant différemment le territoire par la construction de haies, par exemple et modifier ainsi les écosystèmes en les préservant.

- Les mentalités changent : les agriculteurs Bio sont mieux reconnus par leurs pairs. Les ventes directes à la ferme sont des occasions de nouer des relations avec les consommateurs qui contribuent à faire évoluer la vision qu'ils ont de l'agriculture.

En conclusion, au travers des débats, on perçoit le malaise et la prise de conscience des limites du système d'agriculture intensive et l'urgence de le modifier tant pour notre environnement que pour notre santé et qualité de vie à tous. Il convient aussi de s'interroger sur nos modes de consommation et promouvoir les connaissances et l'éducation dans ce domaine, et trouver les moyens de sensibiliser et mobiliser les élus. Face à cet enjeu de taille, comme le témoigne ce débat, cette prise de conscience existe et catalyse déjà des initiatives locales initiées et portées par des citoyens.

* <http://ferme-au-colombier.com/>

** <https://adryrambouillet.wordpress.com/>